

Europe : bagarre à coups de solidarité

EN TANT que présidente de l'intergroupe « extrême pauvreté-droits de l'homme » du Parlement européen, qui réunit des députés de tous partis et pays, je me réjouis vivement du vote récent en faveur d'un fonds de 3,5 milliards destiné à financer les associations pourvoyant aide alimentaire et assistance matérielle de base. Ce dossier contient toutefois plusieurs pièges.

Le premier est celui d'une bonne conscience superficielle. Vu la gravité de la crise, ce fonds est essentiel, mais la création d'un environnement économique compétitif permettant aux Européens de vivre du fruit de leur travail reste la priorité. Les personnes assistées ne sont pas seulement des « bouches à nourrir ». Elles ont des talents, des expériences à apporter à la société. Dans les universités populaires d'ATD Quart Monde, elles demandent du travail, de la dignité, pas du pain. Un membre de la chorale nantaise Au clair de la rue, qui réunit des SDF, me disait récemment, avec une formule choc : « Certains cherchent à aller au paradis sur notre dos. »

Le deuxième piège tient au risque de bagarre entre Européens à grands coups de « solidarité ». Il est important de comprendre les raisons invoquées par les adversaires de ce fonds. En Allemagne ou en Grande-Bretagne, les associations distribuant de la nourriture n'ont jamais reçu d'argent européen. Elles sont essentiellement financées par les

églises ou par des mécénats privés. En outre, ces pays considèrent que l'aide sociale relève du niveau local. Pour ma part, je ne partage pas cette conception restrictive. L'Europe doit rester fidèle à sa mission, fixée dès 1957, « d'améliorer les conditions de vie et d'emploi » des Européens. Mais nul ne peut ignorer que, depuis des années, l'idée de prendre les décisions « le plus près possible des citoyens » a beaucoup progressé. Les Français, si prompts à réclamer, dans ce dossier, la solidarité européenne, ne sont pas les derniers, quand cela les arrange, à défendre des compétences nationales contre Bruxelles. Enfin, la crispation des Allemands face aux demandes françaises de « solidarité » tient en partie au fait que notre pays est perçu comme ayant manqué à la solidarité en violant ses engagements de bonne gestion publique et de réforme. C'est d'abord l'incapacité des gouvernements français successifs à donner à tous les jeunes une éducation ou une formation professionnelle de qualité qui jette certains d'entre eux dans la misère.

Et puis, le Parlement européen ne décide pas seul. La messe n'est pas dite : les États résolus à bloquer la création de ce fonds ne sont pas dépourvus d'influence. L'épée de Damoclès du veto de certains ministres pèse sur nos têtes et, ce qui est plus grave, sur les plus vulnérables d'entre nous. Nous payons cher le fait que l'Europe soit encore une démocratie inachevée. ●

* Coauteure avec Mario Monti de *De la démocratie en Europe*, Éd. Flammarion, 256 p. ; 18,50 €.



“
Permettre aux Européens de vivre du fruit de leur travail doit rester la priorité

Cette chronique est suspendue durant l'été. Vous retrouverez Sylvie Goulard, Guy Aurenche, Michel Godet, Amin Maalouf, Cécile Renouard et Gaël Giraud en alternance à partir du 29 août.